

Pourquoi je n'ai pas voulu rencontrer Katrougalos

Michel Husson, note [hussonet](#) n°92, 15 Janvier 2016

En tant que « spécialiste » des retraites, (plutôt que membre de la Commission pour la vérité sur la dette grecque) j'ai récemment reçu une invitation à participer à une réunion de travail à la demande des ministres grecs en charge de la protection sociale (Athanasía Anagnostopoulou et Yorgos Katrougalos). Ces deux ministres sont en charge de la préparation de lois, notamment sur les retraites, et, me disait-on, « ils souhaitent consulter largement pour résister au mieux aux pressions de la Troïka ». Voici ma réponse, expliquant pourquoi je refusais de participer à cette réunion :

Katrougalos s'était engagé dans le soutien aux travaux de la Commission pour la vérité sur la dette grecque, à l'initiative de Zoé Konstantopoulou, alors Présidente du Parlement.

Mais quand le choix a été de s'associer ou non à la reddition de Tsipras, il a décidé de se rallier à une politique qu'il avait jusque là critiquée, et a accepté de devenir ministre du Travail, donc préposé aux « réformes structurelles ».

Il n'a pas non plus, que je sache, élevé de protestation contre la dissolution de la Commission.

Par ailleurs, le projet de réforme des retraites réclamé par les créanciers leur a été remis il y a quelques jours, le 5 janvier. Mais il ne leur convient pas, ni d'ailleurs au gouverneur de la Banque de Grèce qui pense que les augmentations de cotisations (1 point pour les employeurs et un demi-point pour les salariés) nuiront à la compétitivité de l'économie grecque. Et cela en dépit d'une division par deux du minimum vieillesse¹.

La supposée volonté de « résister au mieux aux pressions de la Troïka » est une fable : déjà, en novembre dernier, Tsipras avait cédé en retirant un modeste « programme parallèle » devant la menace des créanciers de ne pas effectuer le dernier versement prévu pour 2015.

Je suis sans doute particulièrement sensibilisé à ces questions (pour avoir participé aux travaux de la Commission pour la vérité), en tout cas il ne me semble pas possible de cautionner une politique qui se borne à simuler la résistance.

¹ Romaric Godin, « [Grèce : le gouvernement présente sa réforme des retraites](#) », *La Tribune*, 5 Janvier 2015.